

# Commune de LA GODIVELLE

*Actualisation du  
Zonage de  
l'assainissement  
collectif et non  
collectif*

*Étude Préalable*

Mai 2025



**SOCIETE ETUDES ET CONSEILS EN ASSAINISSEMENT ET EAU**

SARL au capital de 20 000 €

Siege social : 1 allée du Château, 63500 ISSOIRE

Tél : 04.73.54.99.27

Tél : 06.83.76.96.90 – e-mail : [bernard.barrand@secae.fr](mailto:bernard.barrand@secae.fr)



# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 : LES PRINCIPES .....</b>	<b>4</b>
1.1 LES OBJECTIFS .....	5
1.2 QUELQUES DEFINITIONS .....	5
1.3 LES PRINCIPES & OBLIGATIONS .....	6
1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif .....	6
1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif .....	7
1.3.3 Concernant l'assainissement collectif .....	9
1.3.4 Concernant le zonage des techniques .....	10
<b>PARTIE 2 : L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL .....</b>	<b>11</b>
2.1 SITUATION GENERALE .....	12
2.2 RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET MILIEU NATUREL .....	14
2.3 EAUX SOUTERRAINES ET CAPTAGES D'EAU POTABLE .....	16
2.4 DOCUMENTS D'URBANISME .....	17
2.5 GEOLOGIE .....	18
2.6 IMPLICATIONS DE L'ETUDE DES SOLS DANS LES ZONES URBANISEES .....	20
<b>PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT .....</b>	<b>21</b>
3.1 TYPOLOGIE DE L'HABITAT – DONNEES GENERALES .....	22
3.2 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE .....	22
3.3 ANALYSE DE L'HABITAT – RESULTATS .....	23
3.4 L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL EXISTANT .....	24
3.5 ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL ET NATURE DES SOLS .....	24
3.5.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel .....	24
3.5.2 Entretien .....	25
3.6 ASSAINISSEMENT COLLECTIF « EAUX USEES » .....	25
3.7 ZONAGE EXISTANT .....	27
<b>PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>28</b>
<b>4 ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>29</b>
4.1 SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	29
4.1.1 Aspects techniques généraux .....	29
4.1.2 Aspects financiers .....	30
4.1.3 Scénarios d'assainissement .....	30
4.2 APPRECIATION DU BUREAU D'ETUDES .....	34

## AVANT-PROPOS

L'eau est une ressource stratégique pour le développement de la société civile et l'économie. Ces usages sont multiples. C'est pourquoi a été élaboré un cadre réglementaire, basé sur un modèle de gestion écologique et économique de la ressource en eau. Ce cadre est fourni par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006, repris notamment dans l'article L211-1 du code de l'Environnement :

*«I. Les dispositions (...) du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :*

*\*La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides (...) ;*

*\*la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversement, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, etc. ;*

*\* la restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;*

*\*Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;*

*\*La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;*

*\*La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau. (...)*

*II. La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :*

*\*De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;*

*\*De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;*

*\*De l'agriculture (...) de l'industrie, de la production d'énergie, (...), des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques (...)"*

C'est donc dans un objectif :

**sanitaire** (évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations et des agglomérations tous les déchets d'origine humaine ou animale susceptibles de donner naissance à des putréfactions ou des odeurs) et,

**de protection de l'environnement** (éviter que les produits évacués puissent contaminer dans des conditions dangereuses, le milieu récepteur),

qu'intervient la mise en place de l'étude de zonage d'assainissement. Cette étude amène ainsi, les communes ou les groupements de communes, après enquête publique, à délimiter **les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en vertu de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales** :

*"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

Ces documents, élaborés notamment en fonction de la nature des sols et des contraintes liées à la typologie de l'habitat, doivent conclure sur un zonage communal des techniques d'assainissement pour les eaux usées domestiques, zonage soumis ensuite à enquête publique. La présente étude est réalisée à la demande de la commune de la Godivelle, maître d'ouvrage de la mise en place de l'assainissement collectif sur son territoire.

Il s'agit généralement de proposer un panachage de solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat et d'actualiser les études précédemment réalisées sur la commune.

# **PARTIE 1 : LES PRINCIPES**

## 1.1 Les objectifs

La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30/12/06 a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation". Ce principe a été codifié à l'article L210-1 du Code de l'Environnement : *"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général"*.

### **Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

*3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*

*4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

**Le document présent traite du premier point. Il est à noter que la commune de la Godivelle dispose aujourd'hui des compétences en matière d'Assainissement collectif et non collectif sur l'ensemble de son territoire.**

La carte de zonage constitue la conclusion de l'étude du zonage d'assainissement.

## 1.2 Quelques définitions

**L'assainissement non collectif** est l'assainissement des eaux usées produites dans une maison par des dispositifs d'assainissement installés dans le terrain de l'usager, donc dans le domaine privé (cf. annexe 1, descriptifs techniques).

La mise en œuvre de ces filières non collective doit tenir compte de plusieurs paramètres :

- adéquation de l'aptitude des sols et de la technique,
- emplacement réservé pour l'ensemble de l'ouvrage en respectant les distances réglementaires ou préconisées (35 mètres d'un puits utilisés en eau potable, 3 mètres des limites de propriétés, 5 mètres de l'habitation),
- respect de la technique de mise en œuvre conformément au DTU 64.

La filière d'assainissement autonome à privilégier s'appuie sur "les tranchées d'épandage à faible profondeur". Toutefois, selon l'aptitude des sols, d'autres filières peuvent être préconisées. Dans certains contextes, des filières drainées (filtre à sable drainé) devront s'envisager. Dans ce cas de figure, il importe de préciser que ces filières supposent la recherche de l'exutoire. Ainsi cette filière reste tributaire d'une part de la présence de cet exutoire et d'autre part de l'autorisation du propriétaire de celui-ci.

**La RÉHABILITATION de l'assainissement non collectif** est la remise en état des assainissements non collectifs selon des techniques adaptées à la nature des sols et conformes aux prescriptions techniques de la date à laquelle l'installation a été installée. Dans le cadre de cette réhabilitation, et dans l'hypothèse où la maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune (article 31 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992), il a lieu d'obtenir :

- une signature de convention entre le particulier et la municipalité,
- une inscription aux hypothèques afin de garantir, en cas de changement de propriétaire, la continuité de l'entretien.

Afin de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de traitement, la réalisation des travaux et l'entretien des installations peuvent être assurés, par exemple, par la municipalité (possibilité offerte par la loi sur l'eau de 1992). Les frais d'entretien communaux seront alors, facturés au particulier au prorata du volume d'eau consommé.

Est appelé sur un plan technique, "**assainissement COLLECTIF**", toute technique d'assainissement basée sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseau d'assainissement). Ce réseau conduit à une station d'épuration également implantée dans le domaine public. Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation.

### 1.3 Les principes & obligations

Il s'agit de proposer des solutions d'assainissement collectif, individuel ou autonome regroupé afin d'obtenir un assainissement au moindre coût et techniquement adapté aux contraintes du milieu naturel et de l'habitat.

Il ne s'agit en aucune manière d'opposer les filières d'assainissement collectif aux filières d'assainissement autonome.

#### 1.3.1 Choix des dispositifs d'assainissement non collectif

Chaque habitation doit traiter ses eaux usées domestiques selon la réglementation en vigueur explicitée par l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié le 26 avril 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (D.T.U. 64.1, version de septembre 2013 en vigueur) : "Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif".

L'assainissement individuel se caractérise par la mise en place d'un **prétraitement**, d'un **traitement** des eaux usées et de leur **dispersion**. Le **prétraitement** est réalisé à l'aide d'une **fosse septique toutes eaux** collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume (minimum 3 m<sup>3</sup>) est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

Le **traitement** dépend étroitement des **caractéristiques des sols**. Dans l'annexe 1 figurent les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leurs règles de dimensionnement. Cinq familles de dispositifs de traitement des eaux usées peuvent être proposées suite à la réalisation de la carte des sols :

- **les tranchées d'épandage à faible profondeur** : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol sont suffisamment perméables,
- **le filtre à sable vertical non drainé** : ce dispositif est mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (absence de sol) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméables),
- **le filtre à sable vertical drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec des drains de reprise des eaux à la base pour pallier à l'imperméabilité du sous-sol. Il inclut dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration après autorisation préfectorale),
- **le filtre à sable horizontal drainé** : ce dispositif est identique au précédent mais avec un flux sub-horizontale des effluents à l'intérieur des lits de sables et de graviers. Il inclut également dans sa conception un rejet au milieu hydraulique superficiel (fossé, puits d'infiltration) avec une chute d'eau plus faible que précédemment,
- **le tertre d'infiltration** : ce dispositif utilise également un matériau d'apport granulaire comme système épurateur. Ce dispositif est en particulier adapté aux sols dans lesquels une nappe est présente à faible profondeur (zones alluviales).

D'autres systèmes (plus compacts) peuvent être utilisés pour répondre aux contraintes d'habitat. L'article 7 de l'arrêté de septembre 2009 précise que : « Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8. Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent :

- Les principes généraux visés aux articles 2 à 5 ;

- Les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO<sub>5</sub>. Les modalités d'interprétation des résultats d'essais sont précisées en annexes 2 et 3.

*La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques. »*

La **dispersion** peut s'effectuer en place (dans le sol) ou dans un exutoire de surface (sur place, à aménager ou à créer suivant les cas généralement avec autorisation) selon le type de traitement. Les filières actuellement agréées sont disponible sur le site [www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement](http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement).

### 1.3.2 Concernant l'assainissement non collectif

#### 1.3.2.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

##### **Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :**

*I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.*

*Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.*

*II. - La commune délivre au propriétaire de l'installation d'assainissement non collectif le document résultant du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.*

*En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation.*

*Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.*

Le principe de l'assainissement non collectif, dépendant de la nature des terrains, est basé sur une habitation standard type T4, occupée par 3 à 4 personnes. Ces habitations peuvent donc être assainies en fonction des classes d'aptitudes précisées par la carte des sols, un retour à la parcelle est à conseiller.

#### **Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> f :**

*Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux et prescriptions techniques décrits dans le présent arrêté. Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 et à la sensibilité du milieu récepteur.*

*Les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestique constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble, à l'exception du cas prévu à l'article 4*

### Article L216-6 du Code de l'Environnement:

*"Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées. "*

### **1.3.2.2 Relève de la responsabilité de la commune ou syndicat**

#### **L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :**

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

(Article L2224-8, Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 54 JORF 31 décembre 2006

*I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.*

*II.- Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières. )*

Les modalités du contrôle technique de l'assainissement non collectif par les communes ont été redéfinies par **l'Arrêté du 27 avril 2012, abrogeant l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif** qui prend en compte les nouvelles spécificités du contrôle introduites par la loi, et notamment les composantes de la mission de contrôle :

*Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1° du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :*

*a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :*

- l'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;*
- la conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;*

*b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :*

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;*
- repérer l'accessibilité ;*
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.*

*L'arrêté vise essentiellement à clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes.*

**Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :**

*"Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :*

*1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;*

*2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;*

*3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;*

*4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.*

*Les agents du service de gestion des eaux pluviales urbaines ont accès aux propriétés privées pour procéder au contrôle prévu au deuxième alinéa de l'article L. 2226-1 du même code. »*

Pour le contrôle des installations, les modalités de contrôle des SPANC sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes. La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Selon l'article 4 de l'arrêté du 21 avril 2012, les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :

a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes ;

b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ;

c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

Pour les cas de non-conformité prévus aux a et b de l'alinéa précédent, la commune précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Pour les cas de non-conformité prévus au c, la commune identifie les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations.

En cas de vente immobilière, dans les cas de non-conformité prévus aux a, b et c, les travaux sont réalisés au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente.

La possibilité est donnée aux SPANC de moduler les fréquences de contrôle (suivant le niveau de risque, le type d'installation, les conditions d'utilisation...), dans la limite de la période de dix ans fixée par la loi Grenelle 2.

### 1.3.3 Concernant l'assainissement collectif

#### 1.3.3.1 Relève de la responsabilité des propriétaires

**Article L1331-2 du Code de la Santé Publique :**

*« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusqu'à et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.*

*Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.*

*Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.*

*La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal »*

### 1.3.3.2 Relève de la responsabilité de la commune

L'Article L2321-2 du code général des collectivités territoriales précise que :

« Les dépenses obligatoires comprennent notamment :

16° Les dépenses relatives au système d'assainissement collectif mentionnées au II de l'article L. 2224-8 »

### 1.3.4 Concernant le zonage des techniques

L'Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que :

*"Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

Le zonage défini sur ces principes est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la protection du milieu, la salubrité publique et le développement futur, tout en restant compatible avec les possibilités financières de la commune ou du Syndicat. Il s'agit donc de proposer des dispositifs collectifs adaptés aux contraintes du milieu et à l'importance des flux à traiter et dans le cas où ces contraintes ne sont pas excessives vis-à-vis des milieux de recourir à l'assainissement non collectif.

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent un certain nombre de paramètres, d'importance variable comme :

**la qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,

**les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,

**la sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),

**les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,

**les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,

**les aspects financiers** liés à la réalisation pratique des différentes solutions envisageables.

## **PARTIE 2 : L'ANALYSE DU MILIEU NATUREL**

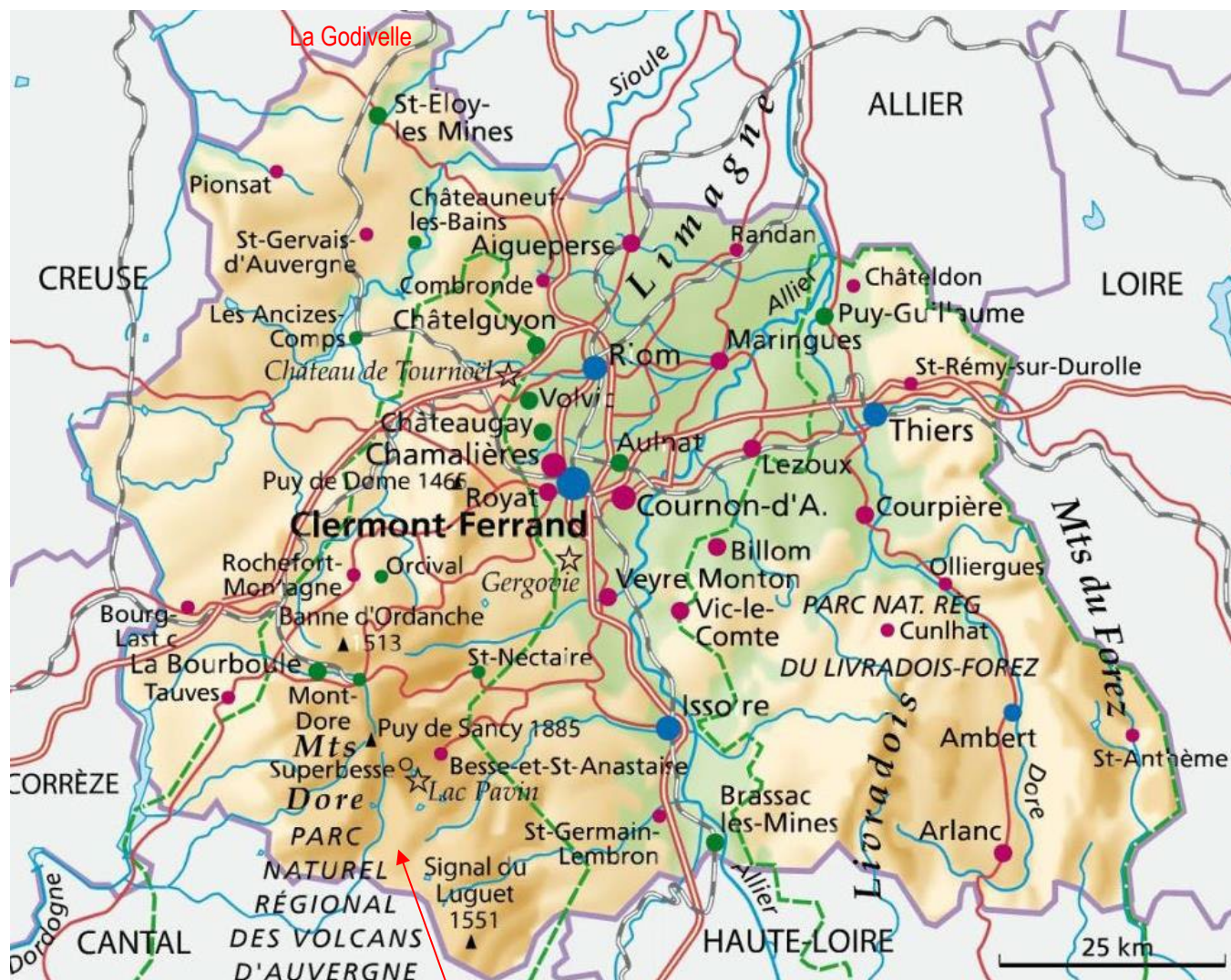
## 2.1 Situation générale

La commune de La Godivelle est située en limite Sud du département du Puy de Dôme, au cœur du Massif du Cézallier. Elle est située à 67 km au Sud-Ouest de Clermont Ferrand et à 37 km à l'Ouest d'Issoire. La superficie de la commune est de 15,44 km<sup>2</sup>.

La principale voie de communication de la commune est la RD 32 reliant Issoire à la Godivelle. De nombreuses routes communales desservent les quelques habitations éparses de la commune.

La commune abrite une population de 16 habitants (selon les données de l'I.N.S.E.E de 2020). L'habitat est essentiellement concentré sur le Bourg. Quelques fermes et maisons isolées sont présents sur le territoire communal.

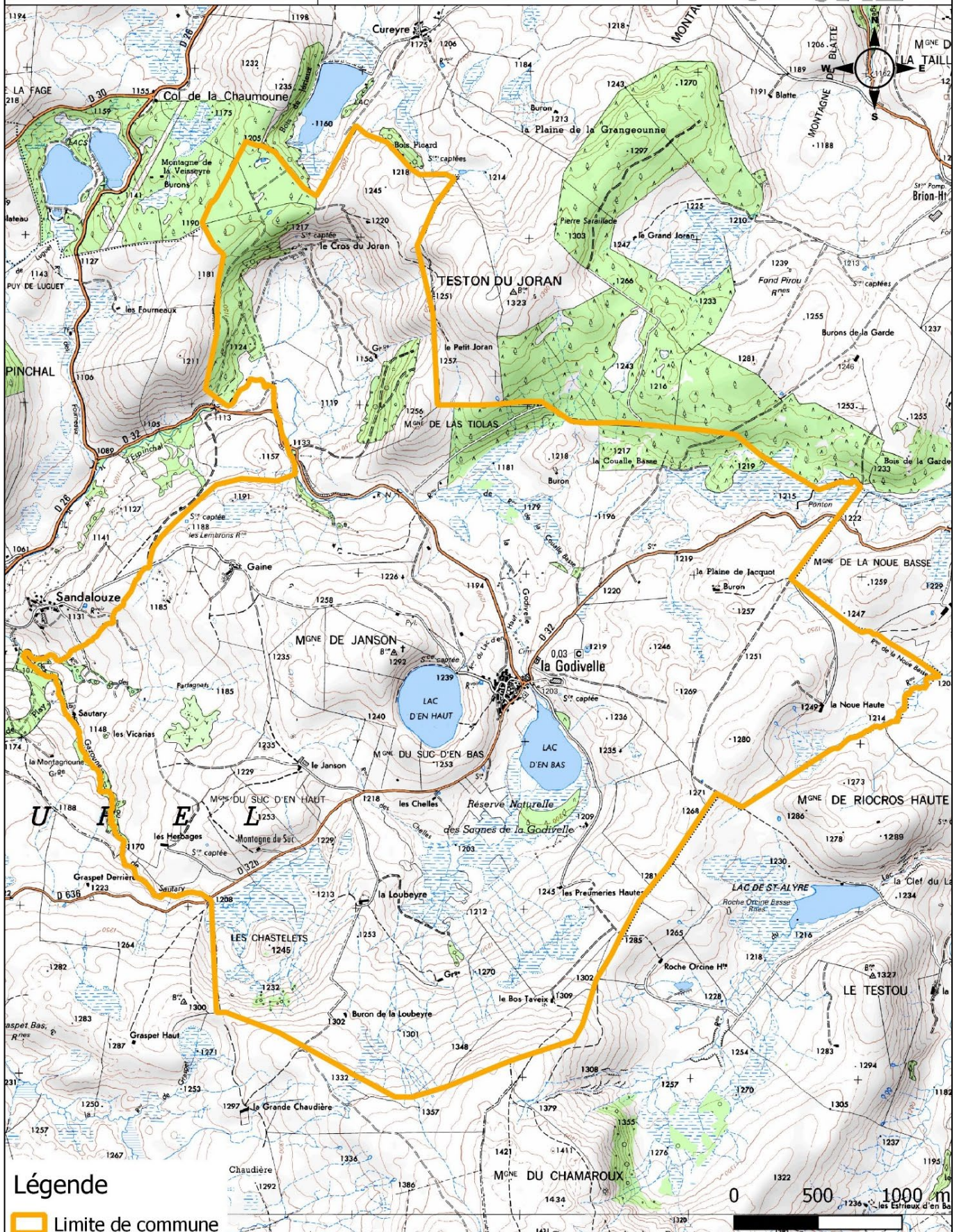
La Godivelle appartient à la Communauté de Communes du Massif du Sancy, à l'arrondissement d'Issoire et au canton de Brassac les Mines. Le paysage de la commune est celui d'une commune vallonnée de moyenne montagne située dans le massif du Sancy avec une altitude minimale de 1 076 mètres à l'Ouest du hameau de Sautary et une altitude maximale de 1 377 mètres au Sud de la commune, sur les flancs de la montagne du Chamaroux. L'altitude du bourg de La Godivelle est de 1 215 mètres.



La Godivelle

**Commune de  
La Godivelle**

**Plan IGN**



## 2.2 Réseau hydrographique et milieu naturel

Le territoire communal de La Godivelle est drainé par de très nombreuses rases et tourbières ainsi que par quelques petits ruisseaux qui prennent leur source sur le territoire communal ou en périphérie de la commune. Le principal ruisseau de la commune est le ruisseau de la Godivelle dont la source est le trop-plein du Lac d'en Bas. Le ruisseau de la Godivelle est un affluent du ruisseau d'Espinhal, sous affluent de la Dordogne. Le ruisseau de la Godivelle reçoit les effluents brutes ou prétraités de la majorité des habitations de la commune.

Le suivi de la qualité ainsi que les objectifs de qualité des cours d'eau est assuré par l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

**La qualité globale moyenne du ruisseau de la Godivelle est bonne.**

**La qualité de rejet de toute unité de traitement des eaux usées devra être adaptée à la sensibilité du milieu récepteur.** Le SDAGE Adour Garonne définit l'**objectif de qualité** : le ruisseau de la Godivelle (masse d'eau FRFR497\_1) doit **maintenir son bon état écologique chimique**.

De plus, le ruisseau de la Godivelle fait partie du SAGE Dordogne Amont, dont un des principaux objectifs est mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides.

**Une attention particulière doit donc être portée à tout rejet d'eaux usées dans les cours d'eau pour limiter les risques de dégradation.**

La commune de La Godivelle est concernée par des mesures de gestion ou de protection du milieu naturel, du paysage ou des eaux. Les zones concernées sont précisées ci-dessous :

Liste des Zonages 'Nature'	
Nom du Zonage	Type de Zonage
La Godivelle	ZNIEFF de type 1
Mont Chamaroux	ZNIEFF de type 1
La Couaille Basse	ZNIEFF de type 1
La Plaine Jacquot	ZNIEFF de type 1
Les Chastelets	ZNIEFF de type 1
Graspet	ZNIEFF de type 1
La Godivelle – Lac d'en Haut	ZNIEFF de type 1
La plaine de la Grangeounne et Cureyre	ZNIEFF de type 1
Col de la Chaumoune	ZNIEFF de type 1
Cézallier	ZNIEFF de type 2
Couaille basse	Tourbières
Les Chastelets	Tourbières
Plaine Jacquot	Tourbières
Environs du Lac d'en Bas	Tourbières
La Cros de Joran	Tourbières
La Noue Basse	Tourbières
Tourbières des Vicarias	Tourbières
Cézallier	Natura 2000
La Godivelle	Zones humides
Allier Aval	Sage
Dordogne Amont	Sage
Haute Dordogne	Contrat de rivière
Volcans d'Auvergne	Parc Naturel Régional
Sagnes de la Godivelle	Réserve naturelle nationale
La Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron	Zones sensibles à l'Eutrophisation
La Rhue en amont du barrage de Voussaire	Zones sensibles à l'Eutrophisation

L'inventaire ZNIEFF (Zone Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. Cet Inventaire différencie deux types de zone :

Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiées et délimitées parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois, l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

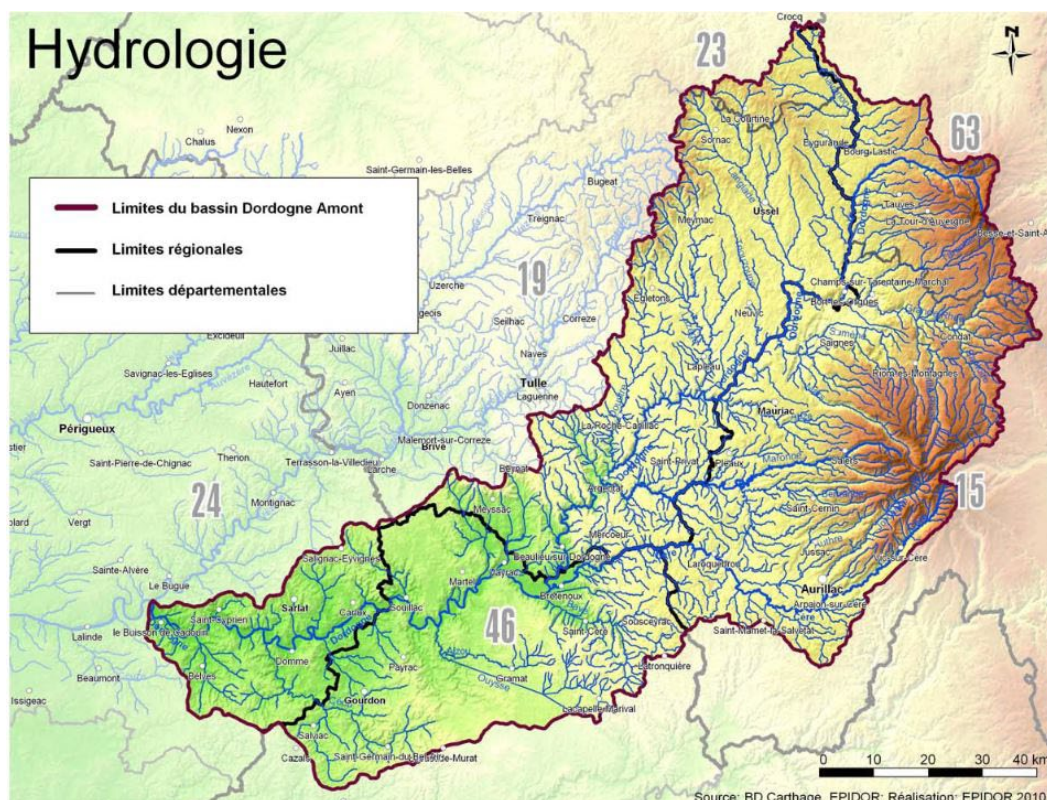
Les zones NATURA 2000 sont issues de la directive n° 92/43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992.

La directive concerne :

- les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement réduite. Les types d'habitats concernés sont mentionnés à l'annexe I
- les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire, qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ; les espèces concernées sont mentionnées à l'annexe II
- les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels.

La commune de La Godivelle intègre également une zone vulnérable aux nitrates.



Pan du SAGE Dordogne Amont

## 2.3 Eaux souterraines et captages d'eau potable

Les consommations d'eau potable de la commune et les dotations hydriques peuvent généralement être appréhendées au travers des données de consommation annuelle.

La commune de La Godivelle est maître d'ouvrage de l'eau potable, elle assure la production et la distribution de l'eau aux abonnés sur son territoire.

Un captage d'eau potable est présent sur la commune. Le lac d'en Haut est la seule ressource en eau potable de la commune de la Godivelle. Il existe un arrêté préfectoral de février 2009 qui définit les périmètres de protection de ce captage (arrêté 09-00262).

Les abonnés en eau potable de la commune ne possèdent pas de compteur. La facturation de l'eau est forfaitaire. Il est donc impossible d'estimer les quantités d'eau attendues dans le réseau d'assainissement.



Localisation du captage d'eau potable

## **2.4 Documents d'urbanisme**

La commune de La Godivelle ne dispose pas de document d'urbanisme. Elle est couverte par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Aucun Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) ne concerne la commune.

## 2.5 Géologie

La commune de LA GODIVELLE (Puy de Dôme) est située dans le Massif central français, sur le massif volcanique du Cézallier. Cet ensemble volcanique est érigé sur le socle paléozoïque dès le Miocène.

Au Primaire, le noyau arverne se constitue progressivement avec un ensemble de terrains cristallophylliens métamorphiques (gneiss, leptynites, cornéennes, amphibolites...) dans lesquels les granites hercyniens tardifs se mettent en place (~ 380 Ma). L'orogénèse de la chaîne hercynienne voit la mise en place profonde de granites, anatexites et migmatites au détriment des matériaux cristallophylliens. Les bassins carbonifères se forment et voient l'accumulation de matériaux sédimentaires (grès, conglomérats, houille...).

Au Secondaire, le Massif central français s'érode et constitue une vaste pénéplaine émergée des mers chaudes alentours. Les témoins géologiques sont peu nombreux et érodés.

Au Tertiaire, le Massif central est soumis à une extension crustale provoquant l'effondrement des Limagnes et une activité volcanique intense dès le Miocène. Les fossés et Limagnes voient l'accumulation de sédiments continentaux ou lacustres. Le volcanisme est à l'origine des Monts du Sancy, Cézallier et Cantal notamment. D'immenses volumes de matériaux volcaniques s'épanchent alors sur le socle : laves, projections, cendres.

Au Quaternaire, l'érosion se poursuit et façonne les paysages actuels. Le volcanisme reste actif dans certains secteurs du Massif central (Chaîne des Puys, Devès).


















Le secteur de LA GODIVELLE est concerné par le socle paléozoïque et le volcanisme d'âge Tertiaire ou Quaternaire. Le socle cristallophyllien constitue tout le sous-bassement local avec des roches métamorphiques de type gneiss ou migmatites. Toutefois, le socle n'apparaît quasiment pas sur la commune, masqué sous d'épaisses coulées.

Le volcanisme apparaît au Tertiaire (Miocène) avec des émissions importantes de laves basaltiques, de trachytes, de projections à brèches (5,4 à 3 Ma). Les hauts-plateaux du Cézallier et du Sancy Sud sont recouverts d'épaisses coulées de laves (basaltes essentiellement).

L'activité volcanique marque des périodes d'interruptions mais se poursuit jusqu'au Quaternaire avec l'édification de nouveaux appareils bien préservés : Montchal, Montcineyre, Domarège... Ce volcanisme est le plus récent. Les maars d'explosions phréatomagmatiques sont nombreux sur le Sancy et le Cézallier, dont le Lac d'en Haut sur LA GODIVELLE. Le lac d'en Bas est attribué à un surcreusement glaciaire.

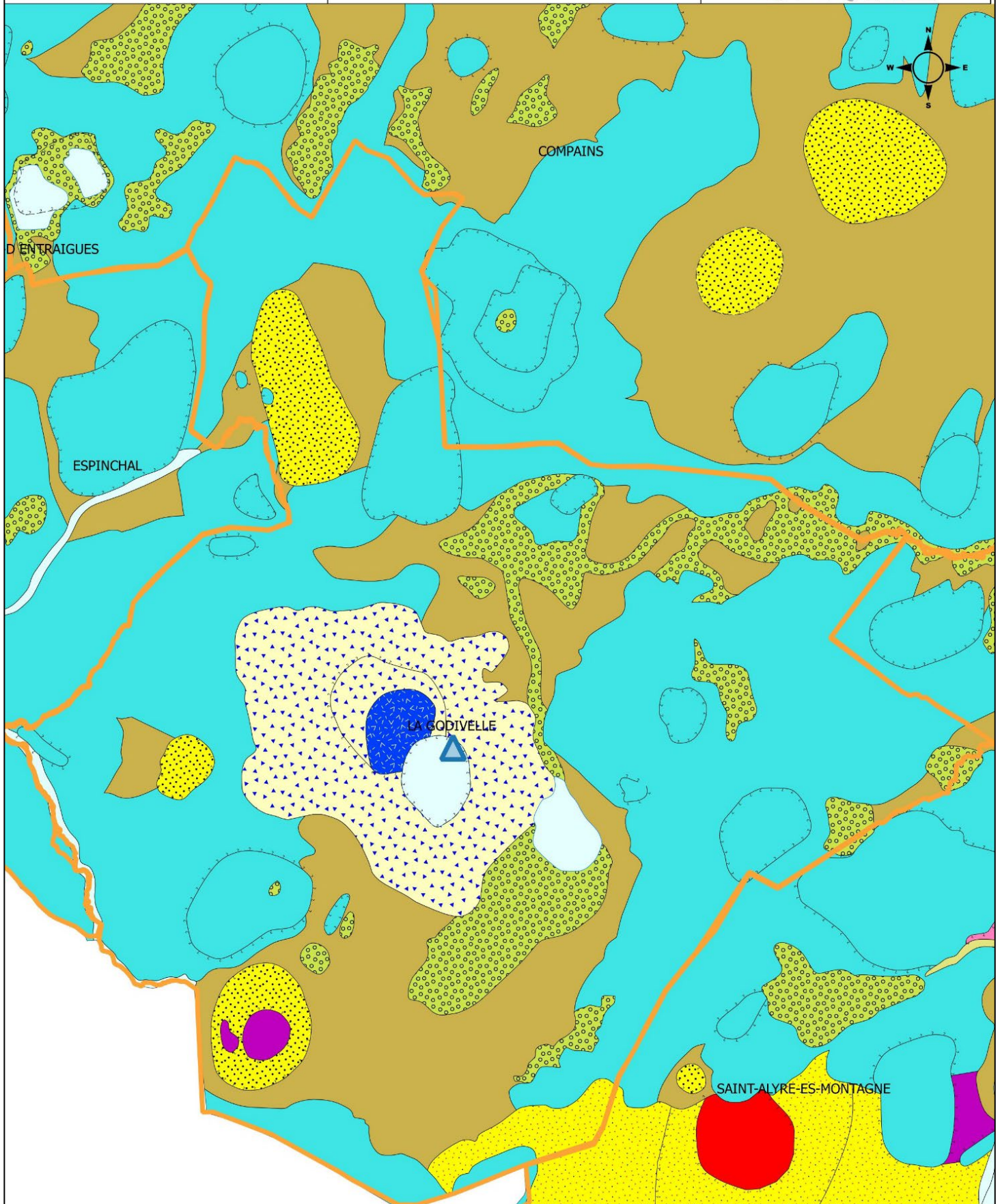
Au Quaternaire, les glaciations façonnent le paysage de la commune et laissent des dépôts caractéristiques, aujourd'hui retrouvés dans des zones humides et tourbeuses remarquables sur le plan de la biodiversité.

Le captage de la Godivelle est localisé sur la carte géologique 1/50 000 vecteur harmonisée simplifiée suivantes :

Légende	
	Ressource
	Limite commune
	T, Tourbe (tourbières, marécages) - 6
	Fz, Alluvions fluviales actuelles à récentes (Holocène) - 8
	Fy, Alluvions fluviales anciennes de basse terrasse (Pleistocène supérieur-Würm) - 9
	C, Colluvions s. l. de versants, de fonds de vallées - 31
	q3â-â7CZ, Volcanisme du Pleistocène supérieur du Cézallier : Basaltes, basanites à olivines, basanites à nodules de péridotite-89
	q3pyrscâCZ, Volcanisme du Pleistocène supérieur du Cézallier : Pyroclastites et/ou scories basaltiques - 90
	pyâCZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Pyroclastites basaltiques de maars (en place ou remaniées) - 144
	pVsCZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Remplissages sédimentaires à volcano-sédimentaires de maars - 145
	ppyôCZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Pyroclastites ponceuses trachy-rhyolitiques (en place ou remaniées) - 148
	pscââCZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Scories basaltiques à téphritiques (en place ou remaniées) - 150
	pôô-Lö-ôâ2CZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Trachy-rhyolites, leuco-trachytes, benmoréites - 152
	pÛCZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Phonolites - 153
	pâ-â7CZ, Volcanisme du Pliocène du Cézallier : Basaltes, basanites, indifférenciés - 157
	oæAGI, Unité inférieure des Gneiss (ou Série cristallophyllienne inférieure de la Senouire, Cubelles) - 281
	HYDRO, Réseau hydrographique, étendues d'eau - 384

**Commune de  
La Godivelle**

**Carte géologique**



## 2.6 Implications de l'étude des sols dans les zones urbanisées

Les sols de la commune présentent généralement une bonne perméabilité (hors secteur de zones humides). Une étude à la parcelle est cependant préconisée avant tout travaux d'assainissement individuel. Ce type d'étude permet de déterminer la perméabilité du sol « à la parcelle » et de définir les différentes contraintes existantes afin de définir au mieux la filière d'assainissement non collectif.

Pour les habitations concernées par la mise en œuvre de filtres à sable drainés ou de filières avec rejet des effluents traités en surface, il faudra observer une attention toute particulière aux problèmes liés :

- à la nécessité d'avoir un exutoire superficiel utilisable en limite de propriété (fossé, réseau pluvial, ruisseau),
- aux autorisations nécessaires pour les rejets dans les exutoires superficiels
- à la concentration de ces rejets en surface en zone d'habitat groupé pouvant générer des problèmes d'odeurs voire de salubrité pour lesquels la responsabilité de la commune pourrait être engagée.

Par ailleurs, dans les zones en pente, pour les habitations traitées avec la technique du filtre à sable vertical non drainé, il faudra être vigilant aux risques de circulation latérale des effluents traités et à leur possible résurgence en contrebas, au niveau d'autres habitations, lorsque la roche sous-jacente présente de faibles perméabilités.

Enfin, dans les zones de préconisation du tertre d'infiltration, lorsque la nappe est trop proche de la surface du sol en période humide, la dispersion des effluents traités dans le sous-sol peut être inefficace. En effet, le sol superficiel peut être très imprégné d'eau par remontée capillaire à partir de la nappe et par l'infiltration des précipitations en période pluvieuse. Dans ce cas, le terrain est plutôt défavorable à l'assainissement individuel. Cela peut générer des nuisances au niveau des habitations (odeurs et humidité du terrain par stagnation des eaux traitées dans le sol superficiel ou en surface), surtout lorsque la densité d'habitat est importante. Le traitement devant être reconstitué hors sol, l'usage d'une pompe est par ailleurs nécessaire et constitue un inconvénient supplémentaire.

Ces aspects sont importants en terme de réhabilitation de l'assainissement autonome mais aussi pour les constructions à venir. Il pourra être judicieux de jouer sur la taille minimale des parcelles en zone d'assainissement individuel afin de limiter la concentration des rejets ou de favoriser l'infiltration dans les zones où ces filières sont préconisées. Ceci doit déboucher sur une réflexion de la collectivité locale concernant l'urbanisation à venir et être pris en compte dans le document d'urbanisme et l'instruction des permis de construire.

Dans les zones d'habitat groupé de taille un peu importante ou sur les secteurs voués au développement de l'urbanisation, des solutions d'assainissement collectif pourraient éventuellement se justifier lorsque les 3 filières précédemment citées sont préconisées en assainissement individuel. Ceci permettrait en effet d'éviter les éventuels problèmes de salubrité liés à la concentration des rejets des filtres à sable drainés, les risques d'humidité dans les habitations liées à des possibles résurgences d'eaux infiltrées plus haut par des filtres à sable non drainés et les problèmes de dispersion dans le cas de nappes à très faible profondeur lorsque le tertre d'infiltration est préconisé.

Il est par exemple peu recommandé d'urbaniser une zone de façon significative en assainissement individuel si la filière préconisée est le filtre à sable drainé. L'arrêté du 7 septembre 2009 précise d'ailleurs que « le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel ».

**Il conviendra cependant d'adapter les filières d'épuration et leur implantation, non seulement à la nature des sols, mais également au contexte général du bâti analysé plus loin.**

## **PARTIE 3 : L'ANALYSE DE L'HABITAT**

### 3.1 Typologie de l'habitat – Données générales

Le zonage des techniques d'assainissement repose sur la configuration de l'habitat.

L'objectif est de faire ressortir les zones du bâti où le taux de contrainte vis à vis de la mise en œuvre d'un assainissement autonome est élevé (> 30 %).

Les bourgs et les hameaux à fort taux de contraintes feront l'objet d'analyses technico-financières de solutions d'assainissement en autonome regroupé ou en collectif pour pallier à la complexité de la mise en place de filières d'assainissement autonome.

Les maisons à contraintes sont les habitations qui possèdent une parcelle présentant des difficultés techniques rendant difficile voire impossible la mise en place d'un dispositif d'assainissement individuel conforme.

L'assainissement autonome est réglementé par l'arrêté ministériel du 3 janvier 1992 et normalisé par le document technique unifié D.T.U. 64-1 (version 2013 en vigueur).

Les habitations sont répertoriées par des points de couleur afin de visualiser les différentes contraintes de l'habitat :

Couleur de la maison	Contrainte	Critères techniques
Vert	Aucune	La mise en œuvre d'un assainissement individuel ne pose pas de problème technique
Rouge	Surface	La parcelle attenante à l'habitation n'est pas assez grande pour mettre en place un assainissement individuel
Bleu	Topographie	La parcelle attenante à l'habitation ne permet pas une desserte gravitaire (contre pente) ou bien est trop en pente (> 15 %)
Jaune (ou orange)	Occupation ou accès difficile	La parcelle attenante à l'habitation est fortement aménagée ou encombrée par un jardin paysager, une cour gravillonnée, ...

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements individuels selon des techniques adaptées à la nature des sols.

### 3.2 Evolution démographique

L'évolution démographique de la population permanente au cours des 50 dernières années est précisée sur le tableau ci-dessous (données INSEE) :

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2014	2020
Population	106	70	62	38	27	14	16
Evolution	-33,96%	-11,43%	-38,71%	-28,95%	-48,15%	14,29%	
Evolution annuelle	-5,76%	-1,72%	-5,94%	-3,73%	-4,28%	2,25%	

La population est passée de 106 à 14 habitants en 50 ans, soit une baisse globale de 92 habitants (86,7%). La population communale a connu sa plus forte diminution entre 1982 et 1990. Depuis 2014, une légère augmentation de la population est observée (2 habitants supplémentaires).

En 2020, La commune comptait **16 habitants permanents** répartis dans **9 résidences principales** (données INSEE 2020). **Le nombre moyen d'habitant par foyer est de 1,78** d'après ces données.

Le nombre total d'habitation sur la commune (données INSEE 2020) est de 50, avec :

Résidences principales : 18 %  
Résidences secondaires et vacants : 82 %.

Année	1968	1982	1990	1999	2014	2020
Nombre de logements	45	46	44	39	49	50
(dont résidences principales)	(35)	(19)	(17)	(15)	(8)	(9)
Evolution	Globale	2,2%	-4,3%	-11,4%	25,6%	2,0%
	Rés. Principales	-(45,7%)	-(10,5%)	-(11,8%)	-(46,7%)	(12,5%)

### 3.3 Analyse de l'habitat – Résultats

En 2020, la population est de 16 habitants (d'après les données INSEE) répartis sur environ 50 habitations ou activités génératrices d'eaux usées dont 9 résidences principales, soit un taux d'occupation par bâtiment voisin de 1,78.

Il faut noter qu'il y a environ 41 logements secondaires et vacants sur la commune, soit environ 82 % du nombre total d'habitation.

L'analyse générale de l'habitat sur la commune réalisée sur les habitations non raccordables sur le réseau de collecte existant, conduit au constat suivant, dans l'optique d'une éventuelle réhabilitation de l'assainissement individuel (Cf. cartes fournies en annexe).

Sur les cinquante habitations de la commune, les résultats sont les suivants :

Lieu-dits et secteurs	Nombre d'habitations par secteur	Nombre d'habitations à contraintes				% de contraintes par hameau
		surface	topographie	occupation	Total	
Le Bourg	41	9	2	4	15	37%
Habitat dispersé	9	0	0	0	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>50</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	
<b>%</b>	<b>100%</b>	<b>18%</b>	<b>4%</b>	<b>8%</b>	<b>30%</b>	

L'habitat communal en dehors du Bourg est peu dispersé sur la commune (80% des logements au bourg).

Ces chiffres montrent que le nombre d'habitation **de la commune présentant des contraintes vis à vis de la réhabilitation de l'assainissement individuel est très assez important (environ 37% représentant 15 logements)**. La contrainte la plus problématique est la contrainte du manque de surface disponible qui peut poser de réels problèmes pour implanter un dispositif d'assainissement individuel classique. Cette contrainte concerne neuf habitations sur le bourg. Dans la majorité des cas de contraintes de surface sur le bourg, les habitations ne disposent pas de terrain privé mais sont entourées de terrains communaux. L'utilisation de ces terrains communaux (par servitude ou par vente) pourrait résoudre la majorité des problèmes de surface des habitations du bourg.

**La majeure partie de l'habitat communal est plutôt favorable à l'assainissement individuel en termes de surface disponible autour des habitations.** L'assainissement individuel reste réalisable pour la grande majorité des maisons eu égard à la surface disponible autour des habitations.

Le bourg de la commune présente quarante et une habitation. Sur ces quarante et une habitation, quinze (soit 37% des habitations) présentent des contraintes vis-à-vis de la réalisation d'assainissement non collectif. Certaines de ces contraintes peuvent être solutionnées par l'installation en servitude sous domaine public de filière d'assainissement non collectif.

**Le nombre d'habitation présent sur le bourg et de pourcentage de contraintes relativement important pourraient éventuellement justifier la mise en place d'un assainissement collectif.**

Pour les habitations n'ayant vraiment pas de surface disponible ou des problèmes de topographie, des solutions spécifiques à rechercher au cas par cas doivent pouvoir être appliquées (groupement de plusieurs maisons sur un même dispositif en domaine privé avec acte notarié, dispositif réalisé sur une parcelle voisine avec servitudes...).

### 3.4 L'assainissement individuel existant

Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par la commune. A l'heure actuelle et contrairement à la réglementation, aucune visite de contrôle des dispositifs d'assainissement individuel n'a été effectuée par la commune.

Dans le cadre de la présente étude, des visites sommaires ont été effectuées sur le bourg de la commune par le bureau d'études SECAE afin de dresser un bilan succins de l'état de l'assainissement non collectif de la Godivelle.

- Installation d'assainissement semblant complète avec un prétraitement et un traitement : 4 installations
- Installation d'assainissement incomplète avec uniquement prétraitement (fosse septique ou fosse toutes eaux) : 12 installations
- Absence d'installation, rejet direct des eaux usées brutes : 5 installations
- Aucune information : 20 installations

**Sur les 41 habitations du bourg de la commune de la Godivelle, seulement 4 filières d'assainissement non collectif potentiellement « complètes » ont été observées, soit moins de 10%. Les habitations disposent en majorité uniquement d'une fosse avant rejet des effluents prétraités au réseau pluvial communal. L'absence d'information pour 20 habitations ne veut pas obligatoirement dire absence de filière d'assainissement mais en l'absence d'affleurant visible (regard, ventilation...), il est légitime de penser que ces habitations ne disposent pas de filière d'assainissement complète dans une grande proportion.**

### 3.5 Assainissement individuel et nature des sols

L'assainissement autonome, loin de constituer un "sous-assainissement", est une composante indispensable de tout schéma d'assainissement en milieu rurale à faible densité d'habitat.

Un assainissement individuel bien conçu, adapté au sol et bien entretenu présente des garanties équivalentes à un assainissement collectif. Il présente l'avantage de ne pas concentrer la pollution en un point unique et de mettre à contribution les facultés naturelles du milieu à "transformer, assimiler et dépolluer".

Le choix de la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre dépend de la nature des terrains et notamment de leur perméabilité. La cartographie des tendances de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome ci-jointe permet de définir des orientations à ce sujet.

#### 3.5.1 Coût de la réhabilitation de l'assainissement individuel

La réhabilitation de l'assainissement individuel est la mise en conformité des assainissements autonomes existants selon des **techniques adaptées à la nature des sols et conformes à la réglementation** en vigueur. **Le coût** de cette mise en conformité est **très variable** d'une habitation à l'autre. Il **dépend** en partie de **la nature du dispositif** à mettre en place, mais également de la **difficulté de réalisation du chantier** :

- localisation des sorties d'eaux usées de l'habitation non adaptées,
- occupation de la surface du terrain par un bosquet, des voies de circulation,
- accès difficile du chantier nécessitant un certain nombre de dégâts et de remise en état,
- présence de réseaux enterrés gênant les travaux (A.E.P, électricité, téléphone...).

**Ces postes représentent facilement 50% du coût du chantier**, et ne peuvent sérieusement être abordés que dans le cadre d'un Avant-Projet Détaillé.

Nous retiendrons toutefois les prix moyens suivants en fonction de la nature du dispositif à mettre en œuvre selon les différents types de sol (travaux en situation de réhabilitation et travaux faits par entreprise) :

#### TECHNIQUE

Tranchées d'épandage à faible profondeur  
Filtre à sable vertical non drainé  
Filtre à sable drainé  
Solution « compact », filière agréée

#### PRIX H.T.

7 000 à 9 000€  
8 000 à 10 000 €  
9 000 à 11 000 €  
9 000 à 13 000 €

**Pour les habitations concernées par la mise en œuvre de filtres à sable avec rejet des effluents traités en surface**, il faudra observer une attention toute particulière aux problèmes liés :

- à la nécessité d'avoir un exutoire superficiel utilisable en limite de propriété,
- aux autorisations de rejet au milieu hydraulique superficiel,
- à la concentration de ces rejets en surface.

**Ces aspects sont importants** en termes de réhabilitation de l'assainissement autonome mais aussi pour les constructions à venir. Il pourra être judicieux de jouer sur la **taille minimale des parcelles en zone d'assainissement individuel** afin de limiter la concentration des rejets. Ceci doit déboucher sur une **réflexion** de la collectivité locale concernant **l'urbanisation à venir** et être **pris en compte dans l'instruction des permis de construire**.

La réhabilitation ou mise aux normes des filières d'assainissement non collectif devrait donc concerner la majorité des logements sur le territoire de La Godivelle.

#### 3.5.2 Entretien

L'entretien d'installations individuelles est réduit : il se limite à une vidange régulière des fosses toutes eaux tous les 4 ans, ainsi qu'à une visite et à un nettoyage régulier des éventuels préfiltres et bacs dégraisseurs (3 à 4 fois par an). Les conditions actuelles de la vidange sont précisées sur le schéma joint.

**Le coût de l'entretien** est donc fonction des tarifs pratiqués par les vidangeurs dans le département. D'une manière générale, il est de l'ordre de 500 € H.T. pour une fosse toutes eaux de 3 000 l. Il est néanmoins possible de diminuer ces coûts dans le cas de vidanges groupées. Le coût moyen de l'entretien des installations est de l'ordre de **150 € H.T. /an par habitation**.

### 3.6 Assainissement collectif « eaux usées »

La commune de La Godivelle ne possède pas de système d'assainissement collectif. Un réseau pluvial composé de plusieurs antennes dessert l'ensemble du village. Le Sud du bourg de la commune possède, en plus du réseau pluvial, un réseau d'eaux usées strictes. L'ensemble des réseaux (eaux pluviales et eaux usées) du bourg de la Godivelle se rejoint à l'Est du Bourg avant de rejeter les effluents collectés au ruisseau de la Godivelle.

La commune a réalisé en 2024 une étude diagnostique de ses réseaux. Cette étude a mis en évidence de très nombreux rejets d'eaux usées plus ou moins traitées dans les réseaux pluviaux mais également la présence d'eaux de pluie et d'eaux claires parasites permanentes dans le réseau d'eaux usées strictes.

Le plan suivant présente le tracé des réseaux du bourg de la Godivelle :

Commune de la Godivelle

Plan des réseaux existants



Légende

- Réseau eaux pluviales
- Réseau eaux usées

### 3.7 Zonage existant

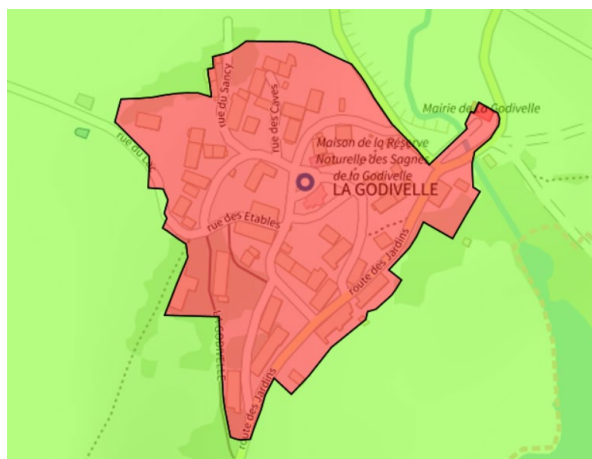
Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la commune de La Godivelle possède une étude de zonage d'assainissement. Cette étude, piloté par l'ancienne Communauté de Communes Ardes Communauté, permet de délimiter :

- les zones d'assainissement collectif où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones d'assainissement non collectif où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien." (art. 35-1 de la loi sur l'eau).

Ces documents, élaborés notamment en fonction de la nature des sols et des contraintes liées à la typologie de l'habitat, concluent sur un zonage communal des techniques d'assainissement pour les eaux usées domestiques. Les conclusions de cette étude ont été actées par délibération du 6 décembre 2001 après enquête publique. **Les choix municipaux en matière de zonage d'assainissement étaient les suivants :**

#### Assainissement collectif existant et futur

Le bourg (selon zone définie ci-dessous)



#### Assainissement non collectif

L'ensemble de la commune

Pour les secteurs sur lesquels l'assainissement non collectif est maintenu, il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif d'assainissement individuel adapté et performant (article L33 du code de la santé publique). La collectivité a pour obligation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, d'assurer le contrôle technique des dispositifs d'assainissement individuel ainsi que la vérification périodique de leur bon fonctionnement (arrêté du 6 mai 1996).

Les interventions de la collectivité se feront dans le cadre d'un S.P.A.N.C. (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) assuré par la commune. Le financement de ce service de contrôle s'effectuera par la perception d'une redevance à la charge de chaque usager de l'assainissement individuel. Dans l'attente du passage d'un réseau, les habitations ne sont pas juridiquement dispensées d'être équipées d'un assainissement individuel convenable.

Le problème se pose en particulier pour les futures maisons neuves, situés sur le trajet d'un réseau non encore réalisé. Elles devront s'équiper d'un assainissement individuel aux normes et prendre contact avec la Mairie pour mettre en œuvre un dispositif conforme au zonage et, lorsque c'est possible, pour adapter les sorties d'eaux usées au futur réseau.

# **PARTIE 4 : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

## 4 ETUDE DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT

### 4.1 Solutions d'assainissement collectif

#### 4.1.1 Aspects techniques généraux

Dans le cadre d'un rapport intermédiaire, il est généralement proposé la mise en place de filières d'assainissement collectif. Les filières d'assainissement évoquées sont basées sur un panachage de techniques individuelles, autonomes regroupés et collectives.

Il s'agit d'obtenir un assainissement au moindre coût, adapté aux conditions pédologiques et à la configuration du bâti.

Il tient compte des contraintes apparues lors de l'étude du milieu et doivent être réalistes en termes de coûts financiers (investissement et fonctionnement) et des possibilités réelles techniques de réalisation de travaux.

#### **Choix du type de réseau :**

Lorsqu'il n'existe pas de structure de collecte, le réseau mis en place sera de type collectif séparatif, diamètre 200 mm, c'est-à-dire ne collectant que les eaux usées d'origine domestique. Si un réseau de collecte d'eaux pluviales est déjà installé, celui-ci peut être utilisé comme collecteur unitaire sous réserve d'un diagnostic favorable. Avec des aménagements techniques plus ou moins importants à apporter, cette solution permet de diminuer le coût d'investissement de l'opération. Néanmoins, cette collecte unitaire implique des contraintes techniques au niveau du système de traitement.

Le réseau séparatif ne devant véhiculer que des effluents bruts, il sera demandé aux propriétaires de ne plus utiliser leur fosse septique existante, c'est-à-dire que celle-ci sera vidangée puis remplie de sable ou évacuée (travaux à la charge du propriétaire).

Il faut également savoir qu'en fonction du type de réseau (unitaire ou séparatif), le système de traitement est différent. Pour un système de collecte de type « séparatif » un traitement par filtre à roseaux ou décanteur digesteur et filtration sur sable est possible. Pour un système de collecte de type « unitaire » un traitement par lagunage est plus adapté aux fluctuations de débits.

#### **Choix du dispositif de traitement**

Le dispositif d'épuration doit comprendre un prétraitement, un traitement et un moyen de dispersion.

Le dispositif à mettre en œuvre doit répondre à plusieurs critères :

- niveau de rejet acceptable par la rivière,
- charge organique et hydraulique faible,
- type de réseau de collecte,
- exploitation et entretien des ouvrages adaptés aux petites collectivités,
- investissements adaptés, ...

en fonction de ces critères différentes filières sont possibles : filtre à roseaux, filtre à sable, lagunage, boues activées,....

#### 4.1.2 Aspects financiers

Les coûts unitaires pris en compte pour évaluer les investissements de travaux d'assainissements sont précisés dans la proposition présentée dans les pages suivantes.

#### 4.1.3 Scenarios d'assainissement

L'estimation prévisionnelle des réseaux de collecte présentée prend en compte l'ensemble des travaux à la charge de la commune. Il s'agit de coûts d'objectif hors taxes. Ces tableaux de synthèse n'intègrent pas le coût de raccordement des installations dans le « domaine privé » sur le réseau de collecte. Ces travaux en domaine privé incluent :

- La séparation du pluvial et des eaux usées,
- Le raccordement à la boîte de branchement avec la remise en état des terrains,
- La mise en place d'un relevage individuel en cas de topographie défavorable,
- Le court-circuitage et la neutralisation des installations existantes (fosse septiques, bacs dégraisseurs...). **Il est impératif de collecter des effluents bruts.**

Ces travaux sont à la charge des particuliers et leur bonne réalisation conditionne le bon fonctionnement de dispositifs de traitement collectifs.

Dans le cadre de la commune de la Godivelle, une proposition d'assainissement collectif est envisageable. Une solution d'assainissement au bourg semble réalisable.

Les habitations qui ne sont pas prises en compte dans le périmètre d'assainissement collectif relèvent de l'assainissement individuel.

Le tracé et les caractéristiques de la proposition sont présentés ci-après.

## Projet 1 : Le Bourg

### Création d'une zone d'assainissement collective et création d'une station d'épuration

Il s'agit ici de la mise en œuvre d'une solution de collecte des effluents domestiques de quarante et une habitations du bourg dont quinze habitations présentant des contraintes pour la mise aux normes de filière d'assainissement non collectif. Sur les quinze habitations à contraintes, neuf présentent des contraintes de surface, deux des contraintes de topographie et quatre des contraintes d'occupation du terrain.

Cette solution reprend les conclusions de l'étude diagnostique de 2024. Une partie des réseaux existants est conservée et une partie du village doit être mis en séparatif. La mise en séparatif nécessitera la création d'un réseau d'eaux usées strictes DN 200 PVC et d'un réseau pluvial DN 300 PVC. Sur les secteurs de mise en séparatif, le réseau pluvial existant ne pourra pas être conservé. Le réseau est entièrement gravitaire.

La création du réseau d'assainissement du bourg de la Godivelle passe par la pose de 480 mètres de réseau DN 200 PVC EU et 330 ml DN 300 PVC EP.

La limite de la zone de collecte prend en compte les contraintes topographiques.

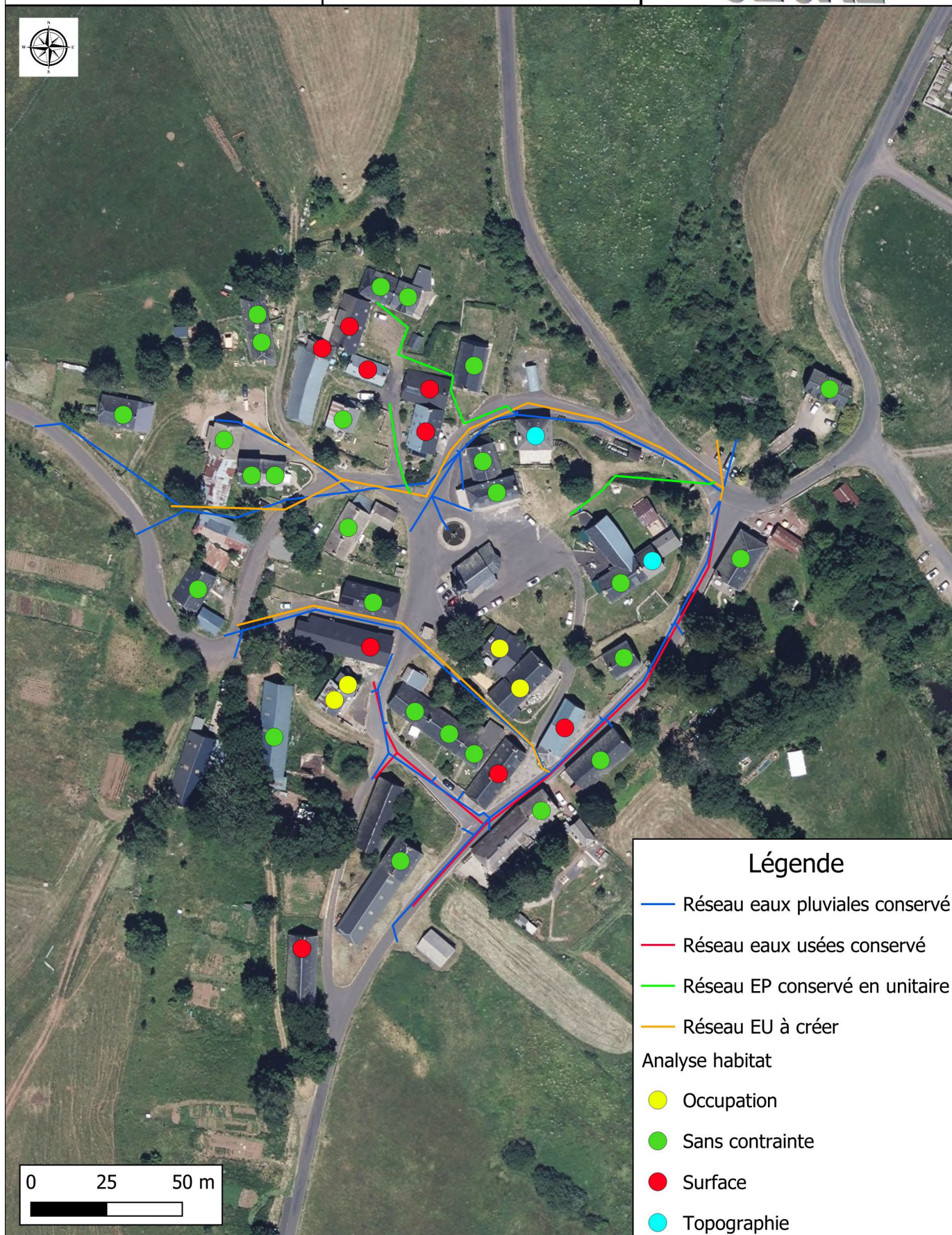
La création de ce réseau d'assainissement permet également de classer en assainissement collectif certaines parcelles attenantes aux habitations existantes.

La station d'épuration du projet sera installée en contrebas de la route départementale, dans le talus surplombant le ruisseau de la Godivelle. Le dimensionnement de cet ouvrage d'épuration doit prendre en compte les habitations raccordables mais également la forte proportion de résidence secondaire. En fonction de ces contraintes, une station d'épuration dimensionnée pour 60 EH.

Dans le cadre de l'urbanisme actuel, le coût de la collecte et du traitement de ces effluents apparaît élevé.

Commune de la Godivelle

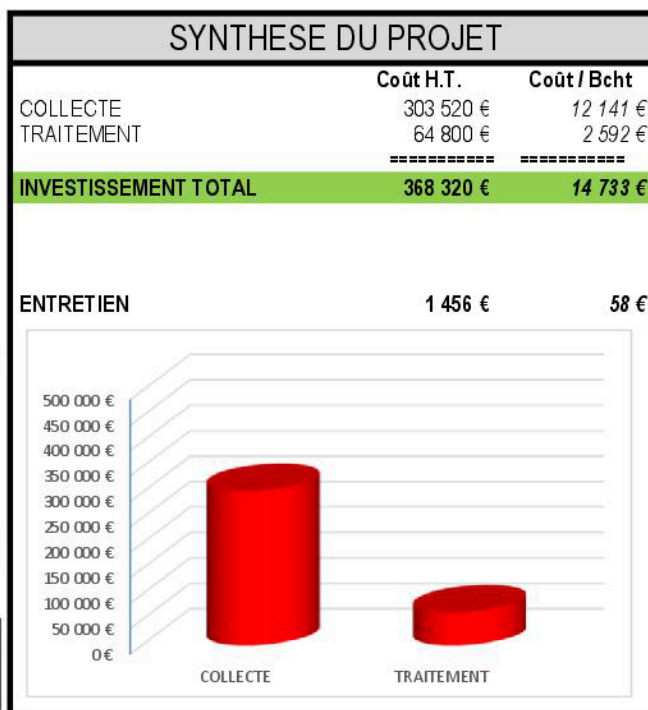
Proposition de collecte



**La Godivelle**  
**Projet n°1 : Le Bourg**  
**Création d'un réseau d'assainissement et d'une station d'épuration**

INVESTISSEMENT SUR LES RESEAUX DE COLLECTE			
PROJET	P.U.	QUANTITE	TOTAL H.T.
<b>COLLECTE</b>			
<u>Réseau gravitaire EU (ø 200)</u>			
Voirie départementale	350 € H.T./ml	30 ml	10 500 €
Voirie communale	250 € H.T./ml	450 ml	112 500 €
<u>Réseau gravitaire EP (ø 300)</u>			
Voirie départementale	350 € H.T./ml	30 ml	10 500 €
Voirie communale	250 € H.T./ml	300 ml	75 000 €
<u>Poste de refoulement</u>			
<u>Raccordement des habitations</u>			
Domaine public	2 500 €	25 Bchts	62 500 €
<u>Plus value surprofondeur</u>			
<u>Plus value sol rocheux</u>			
Honoraires - divers et imprévus (13%)			32 520 €
<b>TOTAL COLLECTE H.T.</b>			<b>303 520 €</b>
<b>COUT COLLECTE / BRANCHEMENT</b>			<b>12 141 €</b>
<b>INVESTISSEMENT SUR LE TRAITEMENT</b>			
Filière proposée :	Coût / E.H.	Nbe E.H.	Coût total
Micro-station type Oxyfix	1 000 €	60 E.H.	60 000 €
Honoraires - divers et imprévus (8 %)			4 800 €
<b>TOTAL TRAITEMENT H.T.</b>			<b>64 800 €</b>
<b>COUT MOYEN / BRANCHEMENT</b>			<b>2 592 €</b>
<b>INVESTISSEMENT TOTAL H.T.</b>			<b>368 320 €</b>
<b>COUT MOYEN / BRANCHEMENT</b>			<b>14 733 €</b>
<b>COUT MOYEN / E.H.</b>			

DIMENSIONNEMENT DE L'UNITE DE TRAITEMENT (U.T.)			
Densité de population	1,6		
Nombre de branchement	41 Bchts	Nombre d'E.H. 66 E.H.	Volume/jour 7 920 litres
<b>TOTAL</b>		<b>66 E.H.</b>	<b>7 920 litres</b>
Dimensionnement U.T.			
Nombre d'Equivalent Habitant		<b>65 E.H.</b>	



FRAIS ANNUEL FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN	
<b>COLLECTE</b>	
frais correspondant à l'entretien, au fonctionnement et à l'hydrocurage de 25 % du réseau tous les ans :	
<b>COUT H.T. POUR LA COLLECTE</b>	<b>156 €</b>
<b>REFOULEMENT</b>	
frais correspondant à l'entretien, au fonctionnement du poste de refoulement. 10 % de l'investissement	
<b>COUT H.T. POUR LE REFOULEMENT</b>	
<b>TRAITEMENT</b>	
frais correspondants à la vidange, à l'entretien et au fonctionnement et à la surveillance du traitement	
20 € / E.H.	
<b>COUT H.T. POUR LE TRAITEMENT</b>	<b>1 300 €</b>
<b>COUT ANNUEL ENTRETIEN FONCTIONNEMENT H.T.</b>	<b>1 456 €</b>
<b>COUT MOYEN / BRANCHEMENT</b>	<b>58 €</b>
<b>COUT MOYEN / E.H.</b>	

ASPECTS TECHNIQUES	
Nombre d'habitations raccordables	41
Dimensionnement de la station d'épuration	65 E.H.
AVANTAGES	
Solution face aux contraintes de l'ANC Peut favoriser le développement du secteur Éliminer les rejets d'eaux usées à l'air libre	
INCONVENIENTS	
<b>Coût par branchement élevé, plus onéreux que l'assainissement individuel (12 000 € H.T. par dispositif)</b>	

## 4.2 Appréciation du bureau d'études

La décision définitive de retenir une zone en assainissement collectif ou non est du ressort de la collectivité, après enquête publique selon les dispositions de l'article L2224 du CGCT.

Il est rappelé que le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. Ce classement n'a pas pour conséquence :

- d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances),
- d'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement,
- de rendre ce secteur constructible. En effet la constructibilité d'une zone relève des règlements d'urbanisme.

On peut noter toutefois que, si la réglementation n'impose pas de délai pour la réalisation des travaux d'assainissement définis par le plan de zonage, le Conseil d'Etat impose aux collectivités ayant procédé à la délimitation de la zone d'assainissement collectif d'exécuter les travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif afin de procéder, suite à la demande des propriétaires, au raccordement des habitations situées dans cette zone, et ce dans un délai raisonnable. Le Conseil d'Etat considère :

- tout d'abord, que les collectivités sont « tenues » à une telle obligation dès lors que la demande de raccordement concerne une habitation située en zone d'assainissement collectif,
- ensuite, que cette obligation perdure tant que le zonage n'a pas été modifié, sous entendant ainsi que les collectivités pourraient se soustraire à leur obligation en procédant à la modification du zonage
- enfin que l'obligation de raccordement inhérente à la classification en zone d'assainissement collectif doit être réalisée dans un délai raisonnable, lequel doit être apprécié : « *au regard des contraintes techniques liées à la situation topographique des habitations à raccorder, du coût des travaux à effectuer, du nombre et de l'ancienneté des demandes de raccordement* » (arrêt du 24 novembre 2017).

Dans le cadre de la présente étude préalable, le bureau d'étude émet donc une appréciation sur les contraintes liées à l'assainissement collectif et non collectif sur les principales zones habitées de la commune non desservies. Ces appréciations sont prises en compte à partir des principaux critères suivants :

- **la qualité des sols présents**, plus ou moins favorables à la mise en œuvre des techniques non collectives,
- **les possibilités techniques de mise en œuvre des filières non collectives** avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie, la topographie, l'occupation des parcelles attenantes et la présence d'exutoire,
- **la sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux),
- **les problèmes relevant de l'hygiène publique** : notamment les écoulements des eaux usées conduisant à des nuisances sanitaires,
- **les perspectives de développement communales**, tant au niveau de l'urbanisation individuelle que des zones d'activités,

Après analyse, il est observé que les conditions actuelles de fonctionnement et d'état des réseaux unitaires existants constatés lors de l'étude diagnostique rendent nécessaire la création d'un nouveau réseau avant d'envisager la mise en place d'une filière de traitement efficace en aval.

Les coûts d'investissement et de fonctionnement liés à la mise en place de cette solution sont incompatibles avec les possibilités financières de la commune. on peut également noter qu'en l'absence de compteurs particuliers, la mise en place d'une taxe d'assainissement n'est pas possible en l'état.

Les observations réalisées lors de l'étude diagnostique mettent en évidence également la faiblesse de la pollution mesurée en aval du réseau compte tenu de la faible population permanente.

**Dans ces conditions et compte tenu des observations réalisées, il est proposé par le bureau d'études de maintenir en assainissement non collectif l'ensemble de la commune et de ne pas prévoir de création de zone de desserte.**

Le classement de la commune en zone d'assainissement non collectif peut également permettre aux propriétaires de bénéficier d'aides à la mise en place de la filière, selon les dispositions spécifiques des différents financeurs.

Sur ces bases, le plan de zonage de l'assainissement collectif et non collectif de la commune de La Godivelle est présenté en annexe 3 du présent document.

Après accord de principe de la commune sur , il devra être soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) dans le cadre de la procédure Cas par Cas **d'examen préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale selon la méthode suivante :**

- Les autorités en charge d'approuver un projet et les collectivités à l'initiative d'un plan programme ou d'un document d'urbanisme relevant de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) sont invitées à déposer leur dossier à la **DREAL Auvergne-Rhône-Alpes**.
- La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes réceptionne la saisine, en vérifie la complétude, informe l'expéditeur de sa réception, puis la transmet à la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes.
- La DREAL en assure l'instruction et propose, selon la nature du dossier, un projet d'avis ou de décision qui est délibéré par la MRAe ou validé par délégation par l'un de ses membres.
- La MRAe notifie son avis ou sa décision à la collectivité ou au porteur de projet à l'initiative du dossier ; elle en fait la publication sur le présent site des missions régionales d'autorité environnementale.

Dans le cas où une évaluation environnementale est nécessaire, cette étude doit être réalisée avant la poursuite de l'étude de zonage.

Dans le cas où l'évaluation environnementale n'est pas nécessaire, la commune peut approuver le plan de zonage, et saisir le tribunal administratif pour engager la réalisation de l'enquête publique.

---

## ANNEXES

---

**Annexe 1 : Données sur le milieu naturel**

**Annexe 2 : Plan analyse de l'habitat**

**Annexe 3 : Plan de zonage**

## **ANNEXE 1**

### **DONNÉES MILIEU NATUREL**

---



Données publiques ouvertes  
en Auvergne-Rhône-Alpes

Base Territoriale



## Résultat : 1 communes

Communes	EPCI	SCOT	Département
La Godivelle - 63169	CC du Massif du Sancy		Puy-de-Dôme

### EAU

#### ZONAGES\_EAU

##### Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) en Auvergne-Rhône-Alpes

Nom	Type périmètre
La Godivelle - 63169 Allier aval	Périmètre à dominante eau de surface
La Godivelle - 63169 Dordogne amont	Périmètre à dominante eau de surface

##### Contrats de milieu en Auvergne-Rhône-Alpes

Nom	Type	Situation
La Godivelle - 63169 Haute Dordogne	contrat	Achevé

##### Zones sensibles de Auvergne-Rhône-Alpes

Code	Nom	Traitement
La Godivelle - 63169 05001	La Rhue en amont du barrage de Voussaire	P
La Godivelle - 63169 04217	La Loire en amont de sa confluence avec le Beuvron	NP

### NATURE\_PAYSAGE\_BIODIVERSITE

#### INVENTAIRE\_NATURE\_BIODIVERSITE

##### PNA-PRA : Cours d'eau occupés ou potentiellement occupés de la Loutre d'Europe en Auvergne-Rhône-Alpes

Toponyme	Candidat
La Godivelle - 63169 Ruisseau de la Godivelle	
La Godivelle - 63169 la Noue	
La Godivelle - 63169 Ruisseau des Partagnats	
La Godivelle - 63169 ruisseau de la loubanÃ`re	
La Godivelle - 63169 Ruisseau de la Gazoune	
La Godivelle - 63169 Ruisseau du Lac d'en Haut	
La Godivelle - 63169 le Sault	

##### ZNIEFF 2- zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique - type 2 de Auvergne-Rhône-Alpes

Code MNHN	Nom de la Znieff 2	Surface (m²)
La Godivelle - 63169 830007458	Cezallier	662577069.367

##### Synthèse communale des zones humides inventoriées

Nombre de zones humides inventoriées	Surface totale des zones humides
La Godivelle - 63169	

**ZNIEFF 1 - zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique - type 1 de Auvergne-Rhône-Alpes**

Code Mnhn	Nom Znieff 1	Surface (m²)
La Godivelle - 63169		
830000195	La godivelle	4051101.865
La Godivelle - 63169		
830005461	Mont-chamaroux	4575953.502
La Godivelle - 63169		
830005462	La couaille basse	362196.524
La Godivelle - 63169		
830009020	La plaine jacquot	789297.241
La Godivelle - 63169		
830009021	Les chastelets	455472.723
La Godivelle - 63169		
830020236	Graspet	4418318.192
La Godivelle - 63169		
830020238	La godivelle - lac d'en haut	856936.581
La Godivelle - 63169		
830020240	La plaine de la grangeounne et cureyre	1100054.457
La Godivelle - 63169		
830020241	Col de la chaumoune	1482389.384

**PNA-PRA : Répartition de la pie grièche en Auvergne Rhône Alpes (2018)**

Espèce
La Godivelle - 63169
Pie-grièche grise

**PNA-PRA : Répartition des chauves-souris en Auvergne Rhône Alpes**

Nom commun	statut Liste rouge Régionale	Etat de la connaissance
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle de Kuhl	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Murin de Daubenton	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine bicolore	VU (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle de Kuhl	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Murin de Daubenton	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine bicolore	VU (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Pipistrelle commune	LC (Auv)	Mauvais
La Godivelle - 63169		
Sérotine commune	LC (Auv)	Mauvais

**PNA-PRA : Répartition du Milan royal en Auvergne Rhône Alpes (2018)**

fid
La Godivelle - 63169
0

**Tourbières inventoriées en Auvergne-Rhône-Alpes**

Nom	Superficie
La Godivelle - 63169	
Coualle_basse	66.0000000000000000
La Godivelle - 63169	
Les_Chastelets	73.4000000000000006
La Godivelle - 63169	
Plaine_Jacquot	37.2800000000000001
La Godivelle - 63169	
environs_du_Lac_d_en_Bas	218.3700000000000005
La Godivelle - 63169	
la cros de joran	37.0200000000000003
La Godivelle - 63169	
la noue basse	40.7800000000000001
La Godivelle - 63169	
Tourbière des Vicarias	5.9100000000000000

### 📍 INVENTAIRE\_PAYSAGE

#### 📍 Familles et ensembles de paysage en Auvergne

Code	Unité paysagère	Famille
La Godivelle - 63169		
1.03	Cézallier	Les hautes terres

### 📍 ZONAGES\_NATURE

#### 📍 Synthèse communale des zonages écologiques du SRADDET

Type	Nombre
La Godivelle - 63169	
Cours d'eau (linéaires)	11
La Godivelle - 63169	
Zones humides	4
La Godivelle - 63169	
Réservoirs de biodiversité	5
La Godivelle - 63169	
Espaces perméables relais (surfaciues)	1

#### 📍 Natura 2000 - Directive habitats de Auvergne-Rhône-Alpes

Nom	Stucture animation
La Godivelle - 63169	
CÉZALLIER	PNR Volcans d'Auvergne

#### 📍 Parc naturel regional (PNR) de Auvergne-Rhône-Alpes

Code mnhn	Nom	Date création
La Godivelle - 63169		
FR8000028	Volcans d'Auvergne	1977-08-05

#### 📍 Réserve naturelle nationale de Auvergne-Rhône-Alpes

Code mnhn	Nom	Date création	Surface (ha)
La Godivelle - 63169			
FR3600023	Sagnes de la Godivelle	1975-06-27	143.9500000000

#### 📍 Réserves de biosphère d'Auvergne-Rhône-Alpes

nom du site	gest_site	opérateur
La Godivelle - 63169		
Bassin de la Dordogne (zone centrale)	Etablissement public territorial du bassin de la Dordogne	MAB
La Godivelle - 63169		
Bassin de la Dordogne (zone tampon)	Etablissement public territorial du bassin de la Dordogne	MAB

## **ANNEXE 2**

### **PLAN ANALYSE DE L'HABITAT**

---

## **ANNEXE 3**

### **PLAN DE ZONAGE**

---